



Les Carnets du Parti Humaniste

Textes et réflexions des membres et amis du PH

N°4

TNP

LE TRAITE DE NON PROLIFERATION des armes nucléaires

Position de l'organisation
MONDE SANS GUERRES



monde **sans** guerres

Monde sans Guerres

et le Traité de Non- Prolifération Nucléaire

Nous dénonçons l'échec du TNP à influencer sur le désarmement au cours des dernières années, et l'hypocrisie des puissances nucléaires qui, au lieu d'avancer vers l'élimination totale des armes nucléaires comme l'indique le Traité, l'ont utilisé pour maintenir tous les autres pays hors de leur club de privilégiés, à commencer par leur position de membres permanents du Conseil de Sécurité de l'ONU.

Information Générale

Actuellement, on compte environ 23.000 armes nucléaires dans le monde (principalement américaines et russes); nombre d'entre elles sont installées sur des missiles qui peuvent être lancés en quelques minutes. Quelques armes tactiques ont été placées sur le territoire d'autres pays, comme les B-61 américains déployés dans cinq pays de l'OTAN : Belgique (20 bombes sur la base aérienne de Kleine Brogel), Allemagne (20 bombes sur la base aérienne de Büchel), Italie (50 bombes sur la base aérienne de Aviano), Pays-Bas (20 bombes sur la base aérienne de Volkel) et Turquie (90 bombes sur la base aérienne de Incirlik).

Il existe aujourd'hui non seulement des missiles intercontinentaux capables de détruire n'importe quelle partie de la Terre, mais aussi des armes, appelées par euphémisme armes à uranium « appauvri », qui portent la contamination radioactive sur le champ de bataille « conventionnel ». A ceci s'ajoutent : la bombe à neutrons à haute capacité à annihilier les êtres vivants mais qui endommage peu les bâtiments, la menace de bombes nucléaires de taille réduite qui tiennent dans une mallette ou un sac à dos, la « bombe sale » (qui répand simplement de la radioactivité sur une grande zone urbaine), la bombe à Impulsion Electromagnétique qui, en faisant exploser un dispositif nucléaire à haute altitude, détruit totalement ou partiellement l'équipement électrique ou électronique, causant un chaos civil complet durant une période de temps indéfinie, et dont l'utilisation devient de plus en plus réalisable avec la militarisation de l'espace par le « Bouclier » anti-missiles des USA.

Malgré cette situation préoccupante, quelques éléments positifs sont à relever: des Zones Libres d'Armes Nucléaires existent déjà dans de nombreuses parties du monde (Amérique Latine et Caraïbes, Pacifique Sud, Asie du Sud-Est, Afrique, Asie Centrale, Antarctique). Des pays tels que la Mongolie, la Nouvelle-Zélande et l'Autriche se sont déclarées Zones Libres d'Armes Nucléaires et plus de 100 pays ont renoncé aux armes nucléaires.

Différentes positions au sujet des armes nucléaires

En 1996, la Cour Internationale de Justice a répondu à la demande de l'ONU d'évaluer si les armes nucléaires étaient illégales. Elle a conclu qu'il n'existait aucune convention internationale pouvant les déclarer illégales en soi, mais qu'il y avait en revanche des accords sur les règles humanitaires concernant les conflits armés, interdisant les armes

dirigées de préférence vers la population civile (ou ne pouvant différencier les cibles militaires de la population civile) : les armes nucléaires entrent dans cette catégorie, tant pour leur utilisation que pour la menace de leur utilisation. La Cour n'a cependant pas tranché sur leur utilisation en cas d'auto-défense lorsque l'Etat est en danger.

Avec la révision de sa posture nucléaire de 2002, l'administration de Bush a déclaré que l'engagement de ne pas utiliser les armes nucléaires en premier lieu n'existait plus et les a classifiées d' « armes offensives » qui pourraient être utilisées de façon préventive. En 2006 le président français Jacques Chirac n'a pas exclu la possibilité d'utiliser des armes nucléaires contre des états ayant l'intention d'attaquer la France par des méthodes terroristes.

La théorie de la dissuasion nucléaire est en général citée comme justification finale pour conserver les armes nucléaires et elle a été utilisée par les nations nucléaires pour décourager les autres d'acquiescer leurs propres arsenaux nucléaires. Mais si la menace la plus grande vient des groupes extrémistes détenteurs d'armes de destruction massive, il est clair que cette théorie de la dissuasion nucléaire ne tient plus avec eux.

On ne peut obtenir la sécurité en menaçant la sécurité des autres. La dissuasion nucléaire menace directement la sécurité de ceux qui dépendent d'elle comme la sécurité de ceux qu'elle prétend dissuader. Les armes nucléaires sont en fait un problème de sécurité et non une solution.

Depuis 1956, environ 70 armes nucléaires ont été perdues lors de 9 incidents¹. Entre 2005 et 2007, 250 cas de vol, perte et trafic illégal de matériel radioactif (certains du niveau utilisé pour les armes) ont été dénoncés à l'Agence Internationale d'Energie Atomique², créant la forte suspicion qu'il pourrait être utilisé dans un futur proche par des groupes terroristes.

En 2006 le Président de la Commission des Armes de Destruction Massive de l'ONU, Hans Blix, a présenté au Secrétaire général des Nations Unies, un rapport contenant 60 recommandations pour accélérer l'élimination des « armes de terreur » dans le monde. « Les armes nucléaires devraient être déclarées illégales par le droit international de la même manière que l'ont été les armes biologiques et chimiques » car toutes sont des armes de terreur pouvant « tuer des milliers de personnes en une seule attaque » et dont les effets « persistent dans l'environnement et dans le corps des victimes, parfois indéfiniment ».

Dépenses en armes nucléaires

Les Etats-Unis ont dépensé plus de 52 milliards de dollars en armes nucléaires et programmes associés durant l'année fiscale 2008, dont seulement 10% étaient destinés à la prévention d'attaques nucléaires et à la réduction de la prolifération d'armes et de technologie nucléaire³. Bien que l'on n'ait pas de chiffres officiels concernant les dépenses de la Fédération de Russie, elle détient approximativement 48% des armes nucléaires du

¹ <http://lavozdelagra.wordpress.com/2009/07/30/riesgo-nuclear-y-marcha-mundial-por-la-paz-y-la-no-violencia>

² <http://www.un.org/apps/news/story.asp?NewsID=23774&Cr=nuclear&Cr12>

³ <http://npsglobal.org/esp/index.php/component/content/article/151-analisis/457-el-gasto-de-la-seguridad-nuclear-evaluacion-de-costos-examen-de-prioridades-stephen-schwartz-deepti-choubey.html>

monde. En 2006, les Etats-Unis, la France et le Royaume-Uni ont à eux trois dépensé 65 milliards de dollars.

“...Cinquante milliards de dollars par an pour la protection de l’environnement....changerait totalement nos attentes en matière de qualité de vie. Ainsi, avec deux milliards de dollars, au lieu d’acquérir un sous-marin nucléaire de plus, on pourrait reboiser la Terre. Avec cinq milliards de dollars, au lieu de fabriquer plus de bombes nucléaires, on pourrait fournir de l’eau potable à une bonne partie du monde....Avec cinq milliards de dollars, au lieu de fabriquer six nouveaux bombardiers nucléaires Stealth, il serait possible de réduire la pollution atmosphérique.⁴ »

Les Etats-Unis pourrait en finir avec la pauvreté avec ce que le Pentagone dépense en 2 mois. Le Royaume-Uni pourrait éliminer complètement la pauvreté infantile avec 1/6 des dépenses prévues pour la rénovation du système nucléaire Trident. Le total des dépenses nucléaires militaires mondiales s’approche du budget planifié par l’ONU pour son Objectif de Développement du Millénaire, qui inclut entre autres la réduction de la pauvreté et de la faim, facteurs déterminants de violence et de conflit.

En pleine crise économique -la plus importante de ces 80 dernières années-, les Puissances Nucléaires réduisent leur contribution aux plans internationaux de développement visant la réduction de la pauvreté, alors qu’augmentent les profits des compagnies qui fabriquent des composants d’armes nucléaires.

Histoire du TNP (Traité de Non-Prolifération Nucléaire)

Le Traité de Non-Prolifération Nucléaire est entré en vigueur en 1970, ratifiant un accord entre les pays nucléaires (à l’époque USA, Grande-Bretagne, Union Soviétique, France et Chine) et la majorité des autres pays : ces derniers s’engagèrent à renoncer à l’arme nucléaire tandis que les premiers promirent de démanteler leurs arsenaux et de ne pas augmenter leur équipement ou leur puissance avec de nouvelles technologies. Le Traité décrète aussi le droit pour tous les pays de développer des programmes nucléaires civils, sous le contrôle de l’AIEA (Agence Internationale de l’Energie Atomique).

Durant les années 90, des accords entre les USA et la Russie amenèrent au démantèlement de plusieurs milliers de têtes nucléaires tactiques. Il reste cependant assez d’armes pour détruire la planète entière plusieurs fois et, dans de nombreux cas, les « réductions » furent accompagnées de « modernisations », c’est-à-dire, plus grand et meilleur. Un article récent de Scientific American décrit les effets globaux catastrophiques d’une guerre nucléaire « locale », par exemple entre l’Inde et le Pakistan, un scénario qui n’est pas improbable étant donné l’instabilité croissante de la région⁵.

Entre 1970 et 2000, trois pays (Israël, l’Inde et le Pakistan) sont devenus des puissances nucléaires -bien qu’Israël ne l’ait jamais admis officiellement- mais qui sont tous restés en dehors du TNP. « Si l’Inde n’a pas signé le TNP, ce n’est pas à cause de son manque d’engagement pour la non-prolifération, mais parce que nous considérons le TNP comme un traité défectueux et qu’il ne reconnaît pas le besoin d’une vérification et d’un traitement

⁴ *Nuclear disarmament and Social Reconciliation Nonviolence for a world without wars.* Rafael de la Rubia

⁵ www.scientificamerican.com/article.cfm?id=local-nuclear-war

universels et non discriminatoires⁶ ». Selon Hans Blix, aussi ancien inspecteur en chef des armes à l'ONU, on suppose qu'Israël détient 200 armes nucléaires. La Corée du Nord a signé le TNP puis a annoncé son retrait en 1993.

Bien au-delà du TNP : la nécessité d'une Convention sur les armes nucléaires

Le TNP a été largement reconnu comme un échec par le mouvement anti-nucléaire. Il n'a pas pu empêcher la prolifération. Les conférences de révision ne produisent généralement pas ou peu de progrès. Il semble impossible que l'Inde, le Pakistan, Israël et la Corée du Nord décident d'entrer dans le TNP comme Etats non nucléaires, condition d'entrée des états membres du TNP. Cependant l'attention de la société civile se porte sur une convention sur les armes nucléaires.

L'idée de cette convention est d'abolir directement les armes nucléaires de la même manière que d'autres conventions ont aboli les armes biologiques, chimiques et, plus récemment les mines terrestres et les bombes en grappe.

Un modèle de Convention sur les armes nucléaires a été préparé en 1997 et actualisé en 2007. Il a été présenté par le Costa Rica devant le Secrétaire général des Nations Unies.

Une convention requiert de la part des pays détenteurs d'armes nucléaires, l'élimination progressive de ces armes, la levée de l'état d'alerte, le retrait des armes déployées, la séparation des ogives de leurs missiles, la neutralisation des ogives par retrait des « détonateurs » explosifs et le placement sous contrôle international des matières fissibles qu'ils contiennent.

De la même manière qu'elle va prohiber les armes nucléaires, la convention va également interdire la production de matériel fissible pour les fabriquer, c'est-à-dire l'uranium hautement enrichi et le plutonium séparé.

Conférence de révision du TNP

Le TNP est révisé tous les 5 ans par une conférence générale des pays membres du traité. Il y a cinq ans, aucun progrès n'avait été réalisé et les représentants des 188 pays n'avaient pu se mettre d'accord sur un document commun. La raison principale de cet échec a été le refus des Etats-Unis de créer une zone libre d'armes nucléaires au Moyen-Orient et le refus des cinq puissances nucléaires de formuler et respecter un plan avec des échéances précises pour leur désarmement total. De plus, les Etats-Unis souhaitaient se centrer sur l'Iran, alors que d'autres pays dénonçaient le refus du désarmement nucléaire des puissances nucléaires. Les pays non alignés ont réitéré leur point de vue que la stratégie de partage nucléaire de l'OTAN était une violation du traité et ont déclaré que la présence de bombes nord-américaines en Europe démontrait que l'OTAN agissait en dehors des accords du TNP.

La prochaine conférence aura lieu à New York en mai prochain. Certains pensent que cette fois-ci, il y a plus de raison d'espérer à cause du discours d'Obama à Prague l'année passée et de sa position lors d'une réunion au Conseil de sécurité de l'ONU au cours de laquelle il a exprimé son engagement pour le désarmement.

Cependant, son administration a proposé d'augmenter de 10% les dépenses du budget national pour la maintenance des armes nucléaires, l'amenant à un total de 7 milliards de

⁶ Pranab Mukherjee, Ministre indien des Affaires étrangères lors d'une visite à Tokyo en 2007

dollars. Elle justifie cette augmentation en grande partie du fait de la détérioration des dépôts d'armes nucléaires au cours des dix dernières années et de la nécessité de moderniser les vieilles installations. De cette manière, c'est la vieille « logique de dissuasion » qui est renforcée, c'est-à-dire que les armes nucléaires sont nécessaires pour défendre son pays et ses alliés.

Une campagne d'information, de pression et de dénonciation

Tout cela nous amène à douter, malgré leurs déclarations en faveur du désarmement, de la réelle intention et du réel intérêt des puissances nucléaires à aller dans cette direction.

Dans le même temps, les pays européens non nucléaires qui acceptent les armes nucléaires des Etats-Unis sur leur territoire doivent faire plus pour exiger leur retrait, comme l'ont fait la Grèce et le Danemark il y a déjà plusieurs années.

La conférence de révision de mai 2010 est une opportunité importante pour le mouvement pacifiste et non-violent de réaliser une campagne d'information, de pression et de dénonciation. Nous devons informer l'opinion publique sur les dangers que représentent les armes nucléaires et l'urgence de démanteler les arsenaux, montrer les liens réels qui existent entre les dépenses militaires et la violence quotidienne dans toutes les communautés du monde, en créant une conscience globale sur la paix et le désarmement. Nous devons faire pression sur les gouvernements de façon à ce qu'ils avancent réellement sur le chemin du désarmement.

Nous devons également dénoncer les puissants intérêts économiques et les forces politiques qui veulent retarder ou éviter cette option, y compris l'hypocrisie des nations nucléaires avec leur discours démagogique vis-à-vis du TNP, alors qu'il est évident qu'elles font tout pour maintenir une situation asymétrique de pouvoir avec le reste du monde.

Les citoyens et les organisations non-violentes ont un rôle à jouer dans cette situation, en refusant de croire que, au-delà des déclarations rien ne peut être fait face aux pouvoirs qui contrôlent la situation du monde. Il existe de nombreux exemples de mobilisation populaire ayant obtenu des résultats importants : dernièrement en République Tchèque où une importante protestation non-violente a fait tomber un gouvernement engagé à faire partie du bouclier anti-missiles américain, contribuant ainsi à ce qu'Obama prenne la décision de changer ses plans dans cette partie du monde.

En 2009/2010 MSG a lancé avec succès une campagne mondiale : la Marche Mondiale pour la paix et la non violence – qui a traversé plus de 90 pays en 93 jours avec l'objectif unique d'éveiller une conscience globale pour un monde sans guerre et sans violence. Au cours de ce voyage gigantesque, l'équipe de base internationale de la Marche Mondiale s'est réunie avec divers représentants de gouvernements, ONG, institutions, etc en proposant 5 points principaux :

1. la suppression totale des armes nucléaires
2. le retrait immédiat des troupes envahissant les territoires occupés
3. la réduction progressive et proportionnelle des armes conventionnelles
4. la signature, entre les pays, de traités de non-agression
5. le renoncement à utiliser les guerres comme moyen de résoudre les conflits.

Dans ce contexte, la réunion de l'équipe de base avec le Secrétaire général de l'ONU, Ban Ki Moon a été d'une grande importance. Il s'est référé à son propre plan en 5 points pour le

désarmement nucléaire⁷ qu'il avait présenté à une réunion du Conseil de sécurité en septembre 2009.

De nombreuses manifestations ont eu lieu dans beaucoup de villes où la Marche Mondiale est passée avec la participation d'individus, d'étudiants, d'organisations non gouvernementales, d'artistes, d'académiciens etc..., tous réclamant un monde sans armes nucléaires.

La marche mondiale a réveillé la conscience des organisations et des personnes qui ont participé – que le changement que nous souhaitons n'est pas dans les mains des puissants, mais dans nos propres mains et qu'il existe l'espoir d'un monde sans guerre et sans violence. C'est avec cette nouvelle espérance et cette force que nous allons participer et faire entendre notre voix à la conférence de révision du TNP – aussi bien en étant présent qu'à travers les activités que MSG va mener localement dans différents pays.

Malgré ses défauts, il est très important de créer une impulsion autour de la Conférence du TNP pour le faire connaître et faire pression sur les décideurs de la nécessité urgente d'éliminer totalement les armes nucléaires. Chaque pays peut initier des campagnes dans les quartiers, collèges, écoles, institutions, groupes etc... avec des manifestations pacifiques, des marches, des symboles de la non-violence, du théâtre de rue etc.. qui peuvent être organisés au niveau local ou près des ambassades des différentes puissances nucléaires (et celles qui prêtent leur territoire pour ce type d'arme), puissances qui ont un rôle clé à jouer lors de la conférence du TNP.

Dans de nombreuses villes du monde, MSG prépare des actions de ce type pour qu'elles coïncident avec le TNP, entre le 30 avril et le 9 mai. Les personnes se rendent compte que le changement viendra seulement quand on aura fait le premier pas. Faisons en sorte de garantir notre survie.

Février 2009

⁷ www.un.org/News/Press/docs/2009/sgsm12485